

JOURNAL DE ROUBAIX

POLITIQUE, INDUSTRIEL & COMMERCIAL

PRIX DE L'ABONNEMENT
Roubaix-Tourcoing: Trois mois, 13 fr. 50. — Six mois, 26 fr. — Un an, 50 fr.

REDACTION ET ADMINISTRATION
17, RUE NEUVE, 17
Directeur gérant: ALFRED REBOUX

ABONNEMENTS ET ANNONCES:
RUE NEUVE, 17, A ROUBAIX. — A LILLE, RUE DU CURÉ-SAINT-ÉTIENNE, 9 bis.

ROUBAIX, LE 14 DÉCEMBRE 1884.

LES EMPRUNTS DÉGUISÉS

« Grands ministres, cessez d'emprunter ou nous cessons d'écrire! » Cette réminiscence classique vient elle-même au bout de la plume lassée... Et cependant, il faut bien tenir le public au courant des expédients financiers auxquels nos gouvernants ont recourus.

On sait — on sait même trop — qu'il existe une Caisse des Ecoles, caisse qui, d'ailleurs, est vide comme celle des chemins vicinaux... Il serait plus simple de dire: comme toutes les autres caisses du gouvernement!

On sait — et l'on sait trop! — que l'un des procédés financiers favoris de la République consiste à embrouiller au-delà de toute mesure comme de toute raison — mais non pas sans de mauvais raisons! — la comptabilité française, qui passait autrefois pour un modèle d'ordre et de clarté.

De tous les moyens employés pour épaissir ces précieuses ténèbres, il n'en est pas de meilleur, c'est-à-dire de pire, que la multiplication des caisses.

On pourrait même établir en principe que plus un pays a de caisses différentes dans sa comptabilité publique, et moins il a d'argent.

Donc, la caisse des Ecoles était aussi vide que toutes ses congénères et que la caisse principale de M. Tirard. Et il ne fallait pas moins de 390 millions pour acheter ces palais scolaires qui pourront se vanter d'avoir pompusement mais largement coopéré à la ruine des communes et à la ruine de l'Etat.

Comment se les procurer, ces 390 millions? Ouvrir de nouveau Grand-Livre? Il n'y fallait même pas songer. Le 3 0/0 amortissable, dont il a été fait un si désolant abus pendant ces dernières années, pese encore de tout son poids sur le marché des fonds publics, n'ayant pas encore trouvé le moyen de se classer dans le portefeuille des particuliers.

que de glisser à titre permanent dans les budgets de l'avenir, les subventions destinées à assurer le service qu'aurait dû faire la caisse des écoles. De leur côté, les communes en seraient quitte pour inscrire pendant quarante années dans leur budget quelques centimes additionnels de plus.

Et le tour sera joué. Le contribuable payera pour les subventions mises à la charge de l'Etat. Il est vrai qu'il payera également pour les centimes additionnels des communes. Mais le gouvernement n'aura pas eu l'air de contracter un emprunt, et les apparences seront sauvegardées... Tel est le résultat de ces belles protestations d'économie dont les ministres accablent la Chambre depuis que le pays ne peut plus conserver la moindre illusion sur le délabrement des finances publiques.

Au lieu d'emprunter au grand jour, de contracter des dettes à ciel ouvert, on en est quitte pour recourir à des emprunts masqués. Mais le gaspillage persiste, le déficit se creuse en abîme et les recettes diminuent dans des proportions épouvantables. Et c'est en présence de cette navrante situation qu'on va engouffrer près de 400 millions de plus dans ces écoles monumentales où les instituteurs, sans élèves et rétribués d'une façon dérisoire, grelottent de froid, meurent de faim et charpent M. Wilson de présenter à la Chambre des pétitions qui ne dissimulent pas les regrets que leur inspire l'ancienne législation.

Autrefois, ils étaient moins fastueusement logés, c'est vrai; ils n'étaient pas engouffrés à outrance dans les discours des députés et dans les circulaires ministérielles. Mais il leur était loisible d'arrondir, par des ressources accessoires et toutefois parfaitement honorables, la maigre rémunération de l'Etat. Ce ne sont pas des palais que les instituteurs réclament; ils ne demandent qu'une chose: c'est qu'on leur rende simplement le droit d'être secrétaires de mairie et de chanter au lutrin.

LE PROTÉGÉ DE L'ALLEMAGNE

L'Agence Havas nous communique la dépêche suivante, dont nous nous garderions bien de priver nos lecteurs:
Vienne, 13 décembre. — La Nouvelle Presse Libre, parlant des succès importants remportés ces jours derniers par M. Jules Ferry, dit qu'il s'agit de sa politique modérée.

C'est cette politique, ajoute le journal viennois, qui a permis à M. Jules Ferry d'établir de bonnes relations entre la France et l'Allemagne, sans amener de froissements avec l'Angleterre, et d'acquiescer l'écueil dangereux de la loi électorale au Sénat.

C'est elle qui a dicté son discours du 11 décembre, ce discours sage et loyal, qui a donné à l'étranger un gage de la politique pacifique de la France et a prouvé en même temps aux Français que leur patrie occupait, dans le concert européen, un rang égal à celui des autres grandes puissances.

CHASSES ET CHASSEURS

Tout va bien! Tout va bien! le goût de la chasse n'est pas près de mourir en France. Mardi, à Versailles, on a mis en adjudication le droit de chasse dans les forêts domaniales de Seine-et-Oise, et bien que les enchères aient monté assez haut, elles ont été couvertes. C'est une somme d'un peu plus de quatre millions en dix ans qu'il en coûtera à une quarantaine d'amateurs de vénerie. Triste pour le gibier de ces forêts, habitués en d'autres temps à une plus calme existence! Quelque chasseur que soit un souverain, ses visites en forêt sont, en somme, assez peu fréquentes et il y a certainement des points sur lesquels il ne met jamais les pieds. Le gibier peut donc légitimement nourrir quelque espoir de mourir en vieillesse, à moins de catastrophe tout fait imprévue. Mais les révolutions ont des conséquences terribles. En 1830, au lendemain des journées de Juillet, le peuple s'amusa à faire, dans les tirés royaux, des battues avec les concours des tambours de la garde nationale. 1848 vit des scènes du même genre, toutes extrêmement sanglantes.

Le gibier abonde en effet dans ces forêts, même les plus rapprochées de Paris. Allez en faire un tour dans les forêts de la forêt de Marly ou de Saint-Germain. Ce sera grand hasard si quelque faisan ne s'envole à dix pas de vous ou si vous ne croisez quelque biche, pas plus effarouchée qu'il ne faut, tant elle est habituée à se voir respecter. Ne parlez pas des lapins qui pullulent. S'ils avaient s'entendre, ils seraient assez nombreux pour défendre, contre les chasseurs mêmes, les abords de leurs retraites, mais les lapins sont comme certains hommes qu'il serait superflu de désigner plus clairement. Ils n'ont point conscience de leur force et ont l'habitude de se laisser houpiller sans mot dire. On les houpillera, ils en peuvent être assurés, maintenant qu'ils n'ont plus affaire à un souverain, mais à des adjudicataires de chasse qui n'ont pas payé de grosses sommes sans se réserver le bénéfice de leur largesse.

Du temps où les souverains seuls chassaient dans les forêts domaniales, le gibier avait un autre avantage. C'est d'avoir affaire à des chasseurs peu expérimentés qui le laissent parfaitement échapper. Tous les hommes politiques ne sont pas, en effet, chasseurs, mais ils chassent tout de même, parce qu'ils ne savent pas décliné une invitation qui les honore. Il court à l'égard dans le monde des veneurs, une série d'histoires réjouissantes. Certaine chasse de M. Magne, notamment, est restée légendaire. Le feu ministre des finances s'entendait parfaitement à dresser un budget, mais le fusil était pour lui un de ces engins mystérieux qu'il n'est pas donné à tout le monde de manier aisément.

Son collègue, M. Rouland, qui ne valait guère mieux sous rapport, avait, en outre, cependant, de la chance. On l'avait fait assurer un succès relatif. Un garde ne trouva rien de mieux que d'attacher à un piquet, par les pattes derrière, un lièvre dont il s'était emparé.

Nos chasseurs arrivent, admirablement équipés comme tous les novices. Les chiens tombent en arrêt. M. Magne était peut-être ému, mais comme il n'apercevait rien, cela n'avancait pas à grand chose. On l'avertit, lui montrant du doigt le lièvre, d'autant mieux arrêté qu'avec la meilleure volonté du monde il lui eût été impossible de s'enfuir. M. Magne tira enfin et manqua l'animal. On s'y attendait. La seule crainte que l'on eût eue, c'est que le plomb tranchât la corde qui retenait le prévenu. Ce malheur ayant heureusement été évité, un garde se précipita, tua le lièvre d'un coup de poing sur la nuque et l'apporta tout sanglant au ministre qui n'y avait rien vu et qui fut enchanté de son adresse.

A Rambouillet, où le droit de chasse vient d'être affermé à quatre ou cinq personnes parmi lesquelles figure un des propriétaires de la Belle Jardinière (la maison est au coin du quai), il arriva un jour que le gibier refusa de s'enfuir. C'est l'auteur des Chasses du second Empire qui a raconté le fait. On avait imaginé d'installer des canards sauvages sur les rives des étangs de la forêt et, comme l'animal faisait complètement défaut dans le pays, on ne trouva rien de mieux que d'en aller chercher dans les environs d'Amiens. Voilà nos canards installés. Ils se multiplient et, comme on y tient, on les soigne. Un garde, spécialement chargé de ce soin, prenait la peine de veiller à ce qu'ils ne manquaient de rien.

On devine le résultat de cette belle tactique. Passer le matin à travers le jardin des Tailles, vous verrez des gens entourés de moineaux parfaitement apprivoisés en raison de l'habitude qu'on a pris de leur apporter à manger toujours à la même heure. Ainsi il en fut des canards. Ils connaissaient la garde et en étaient venus à cette conviction que les hommes ont été mis au monde uniquement pour nourrir les volatiles. Cette conviction s'ancra si bien dans leur esprit que le jour où Napoléon III vint avec quelques invités en bateau, les canards s'empressèrent d'entourer les arrivants avec les coins dans les plus aimables. On essaya de tirer contre eux. Quelques-uns, effrayés, s'envolèrent; mais, réfléchissant qu'il n'y avait là qu'une inadvertance, ils revinrent avec empressement. Il fallut y renoncer.

Je ne sais pas comment M. Grévy se fait traiter lorsqu'il chasse à Marly, mais on a raconté, il y a quelques années, qu'en pareil cas M. Gambetta souffrait volontiers qu'on le traitât avec quelque cérémonie. On se rappelle qu'en 1880 le feu président de la Chambre, lors de la chasse autour de l'étang de Saint-Cucufin, entre Buzenval et la Celle-Saint-Cloud. Aussitôt locataire, M. Gambetta s'empressa de faire clore sa chasse. Deux jeunes gens du pays, passant par là, eurent la fantaisie d'interroger un des gardes: « Monsieur est-il déjà venu chasser? » demanda l'un d'eux. Léger dévoi du garde: « Vous voulez sans doute parler du président de la Chambre? — Et le lendemain, justement, M. Gambetta vient chasser en compagnie d'un ami. Il avait commandé qu'on lui préparât à déjeuner.

Arrive l'heure où la faim se fait sentir. Le garde n'oublie pas la leçon qui lui a été inculquée et donne la veille. De sa plus belle voix: « Monsieur est-il servi! » s'écrie-t-il. M. Gambetta ne protesta pas et ne parut même point surpris. Peut-être craignait-il d'offenser le garde en le retenant sur l'incorrection de ce titre? La charité pour autrui est une des vertus du vrai démocrate et M. Gambetta vit peut-être là, au contraire, une preuve de présidence de la part du brave homme. Les titres n'ont jamais rien qui offensent les républicains, à condition qu'ils les portent, et ils s'y habituent fort bien. A-t-on oublié Fouché racontant: « Un jour Robespierre me dit: Duc d'Orléans... » — PECCADILLES.

NOUVELLES DU JOUR

Trois douzièmes provisoires
Paris, 13 décembre. — Après une entente avec la commission du budget, le gouvernement a décidé qu'il déposerait lundi un projet pour le vote de trois douzièmes provisoires.

Le meeting
Paris, 13 décembre. — Des milliers d'extraordinaires sont prises par les anarchistes pour leur meeting de demain, salle Chaynes, rue d'Allemagne, 12. Indépendamment des artistes, les citoyens ouvriers sans travail sont convoqués et prévus, cette fois-ci, des résolutions importantes seront prises et que le moment de l'action est arrivé.

Le cas de droit de grâce
Paris, 13 décembre. — Depuis quelque temps, le président de la République reçoit un assez grand nombre de lettres anonymes protestant contre l'abus de ce droit de grâce, par les ministres, qui exaspèrent tout le monde.

Le mort de M. Verhette
Paris, 13 décembre. — M. Verhette, ancien préfet de la restauration, conseiller à la cour de Toulouse sous l'empire, est décédé à Montpellier à l'âge de 90 ans. M. Verhette était le gendre du baron de Copelle, un des ministres de Charles X.

L'emprunt espagnol
Madrid, 13 décembre. — Plusieurs journaux confirment ce matin la nouvelle que le gouvernement espagnol a négocié avec des maisons de banque françaises un emprunt de 26 millions à 7 0/0 et 1 1/2 0/0 de commission. L'emprunt est dû sur sept ans, à partir du 1er janvier 1885, en attendant le règlement et la consolidation de la dette coloniale.

Le budget de la marine
M. l'amiral Peyron à la parole pour résumer les critiques qui ont été présentées hier sur les affaires de la marine. Il termine en faisant l'éloge des marins.

Budget des cultes
M. Jules Roche, rapporteur général, indique les chiffres définitivement arrêtés par la commission du budget, d'accord avec le gouvernement, pour le chapitre 8 (desservants et vicaires).

Budget des travaux publics
M. Chagnat, sur le chapitre 9 (personnel des employés secondaires des ponts-et-chaussées), demande une augmentation de 170,000 fr. pour l'exercice de 190 fr. le traitement de ces agents dont le nombre serait réduit.

On nous écrit de Paris:
Avant-hier, me trouvant à la Chambre, j'ai entendu un député ministériel faire cette remarque significative à un de ses collègues: « Je voterai, si Ferry le demande, un budget de quatre milliards, mais je le ramènerai pour un budget de deux milliards qu'il m'aurait refusés dans mon arrondissement. Cette réflexion, qui n'a l'air de rien au premier abord, donne la clef de tout ce qui se passe en ce moment, des platitudes du Sénat, des variations du cabinet, de ce qui se passe à la Chambre, de la cour du roi Pétaud, à la tour de Babel et à la confusion des langues. La politique du bureau de tabac triomphe, parce qu'à tort ou à raison, les députés la considèrent comme la politique du succès.

« Eh oui! tout aux élections! voilà la devise, le but, voilà l'explication de chaque vote. Voilà pourquoi la majorité va sans doute accéder à l'agriculture des deux compensateurs qu'elle lui refuserait il y a quatre ans. Voilà pourquoi elle vient de fabriquer une nouvelle loi sénatoriale qui écrase les communes rurales au profit des villes, afin d'assurer la réussite des candidats républicains au mois de janvier prochain, car ça va pas tout seul, il n'est pas toujours facile de donner à son arrondissement un bon résultat. Et, souvent, on est obligé de choisir entre deux maux. Par exemple, en faisant cette loi sénatoriale, les ministères ont dû repousser le suffrage universel qui réclamait la droite et M. Léon Say; ou bien on a pu choisir entre deux maux, mais on ne peut pas tout avoir. On a donc choisi le moindre mal; c'est un mariage de raison qu'ils ont conclu avec lui, non un mariage d'inclination. En attendant, comme on dit, ils haussent les épaules et se lamentent sur ces faits multiples, son orgueil insupportable, son mauvais caractère: « Il est si content de lui-même, que, selon le proverbe, la casquette de celui qui le regarde a toujours un trou; c'est un casse-cou; il nous mène à la diable vers un précipice. Mais alors, répliquait un membre de l'extrême gauche, pourquoi lui renouvez-vous sans cesse une confiance toujours trompée? Pourquoi lui votez-vous des millions, vous dites blanc et noir en haut jour pour lui faire plaisir; vous vous aitez vous-même au joug... »

« Vous voulez, entre la fièvre et le choléra, nous préférons la fièvre dont on réchappe quelquefois. Le choléra, c'est un ministère Freyinet ou Brisson, dont on ne veut à aucun prix. Quant aux conservateurs nous nous qui ont en peu l'habitude de regarder de loin d'accorder à dire que, si Ferry n'existe-t-il pas, il faudrait l'inventer, car avec sa Tunisie, ses folles scolaires, sa Chine, son Tonkin, etc., il a amassé sur les épaules de la Chambre un fardeau d'impopularité qui pourrait lui faire payer plus cher qu'un marché. Un nouveau ministre l'écarterait l'arrière, se présenterait comme innocent de toutes ces insanités, et on passerait l'éponge. Gardons Ferry, me disait un sénateur, c'est notre principal atout dans les élections du mois d'août, et n'oublions pas que si les monarchistes divisent fait la République, ce seront les républicains affolés qui feront la monarchie. »

« Ainsi donc, les ministères ne sont pas sur un lit de roses et leur embrasement se compose d'une autre question capitale. Les grandes élections se feront-elles au scrutin de liste ou au scrutin d'arrondissement? Autant d'hommes, autant d'opinions! Que dirait-il plus d'un député à déjà varié quatre ou cinq fois en ce point. Il y a deux ans, le scrutin de liste semblait ne devoir pas faire un pli: on l'avait promis, le ministère s'y était presque engagé, l'opinion publique se prononçait contre les anciens vicaires d'arrondissement. C'est-à-dire, cependant, qu'au lieu de leur serait bien plus de monde, ils auraient pu faire leur circonscription, ou ils auraient une foule d'hommes de paille, jugés de paix, percepteurs, buralistes, tout à leur dévotion, où ils rendaient force plats services à Pierre, Paul, Jean. Leur circonscription devenait un autre genre de sorte de fil héréditaire et ils espéraient que le souverain populaire leur renouvellerait l'investiture, les yeux fermés. Mais voilà que depuis bientôt deux ans, les faits

républicains se trouvent entamés, assésés, canonnés par deux sortes d'ennemis: dans les élections partielles qui ont eu lieu par suite de décès, des radicaux, des conservateurs se sont mesurés avec les ministères et leur ont fait perdre la poussière. Quelle déception! Quelle déconvenue! Avoir si bien mérité à petite affaire, être mis en quatre pour des cabarets véreux, avoir empêché les poursuites trop souvent méritées, être fait le commissionnaire de ses électeurs, avoir pour eux dénoncé, triplé, obtenu des positions, des exemptions de service, tout cela pour qu'un autre vint tirer les marrons du feu! Les ministères obtiennent chaque fois qu'ils s'acharment une victoire, mais ils font des mécontents et un ingrat, que d'ailleurs le nombre des solliciteurs est vingt fois plus grand que le nombre des places.

On se précipite alors à réfléchir, et inopinément bécote au lieu de voter. On se dit: « Ma circonscription est excellente, le reste du département est conservateur, et toute la liste opposée, passera comme un seul homme, etc... »

« Si le jour du nouvel an est impatiemment attendu des enfants auxquels il apporte les beaux jouets et les cadeaux de toute sorte, je connais des parents d'un autre âge, qui, au lieu de ces jouets, des plaisirs d'un autre genre, par l'apparition de splendides volumes qui sortent des presses de la maison Hachette. C'est un enchantement, une féerie pour les yeux et pour l'esprit, c'est la réunion de ces deux choses si difficiles à réunir, l'utile et l'agréable. Quand je pénètre dans cette merveilleuse bibliothèque des livres d'étranges de M. Hachette, je retrouve ce bonheur de l'enfant en face d'une boutique pleine de jouets, mais au lieu de choisir. Les yeux flottent éblouis par ces merveilles convoitées si longtemps, les petits bras s'étendent au-dessus des polichinelles, des tampons, des poupées, des jouets; tout sollicite également sa jeune âme et il ne voit rien, rien laisse.

Cette année, il me semble que M. Hachette s'est encore surpassé et, en vérité, je renonce à vous donner une analyse même très rapide, de tant de volumes riches et agréables. Je ne puis que vous en citer quelques-uns: « Histoire de la France, par M. Hachette et pour tous les âges, pour toutes les bourses et pour tous les goûts. La Bibliothèque Rose illustrée s'adresse aux enfants de dix à quinze ans et, certainement, elle leur fait de bons ouvrages: Carpentier; la maison fermée — Gouraud; Plerrot; — Stolz; les deux Aude — Marcel; un beau gros patand — Martignat; une vaillante enfant. — La Bibliothèque des petits enfants: Chevalier; la Bruyère; contes à Pépé; un anneau du petit Joseph — Surville; les grandes Vacances — de Witt, ses plains champs —

Jeudi dernier, il y a eu triple élection à l'Académie française, comme de coutume, et le troisième fauteuil se trouvait disputé par M. Ludovic Halévy et Manuel. J'ai entendu, au sujet du second, un mot bien drôle de M. Eugène Labiche. M. Manuel avait une singulière façon de poser sa candidature, sa femme allait voir les ministres et leur tenait ce langage: « Ce n'est pas pour moi, cher monsieur, mais pour mon pauvre Manuel qui mourra de douleur, s'il n'est pas élu. Quelques jours après, M. Manuel lui-même faisait sa visite et dit aux académiciens, ma femme n'y résistera pas, s'il échoue. — Tant et si bien, qu'il fut élu. Les nerfs de pas mal d'entre eux et qu'il fut battu, chose très juste, car il avait bien moins de titres que Ludovic Halévy. — Et, quelqu'un ayant demandé à M. Labiche pourquoi il avait voté pour M. Manuel, parce qu'une autre fois déjà il m'avait dit qu'il mourrait si le républicain pas, et qu'il ne m'a pas tenu parole. »

BULLETIN ÉCONOMIQUE

LES AFFIRMATIONS DE M. GRANDEAU. — Décidément nos adversaires sont gens à expédients, ne pouvant avoir le blanc pour eux, ils accaparent le noir, et ne pourraient ils avoir le noir qu'ils trouveraient encore moyen de ne pas prêter main-forte par une couleur intermédiaire.

C'est n'était pas assez, paraît-il, d'envahir l'Institut, les chaires officielles d'économie politique, voir même ouvrir les chaires d'agriculture, voilà maintenant qu'ils appellent à leur aide les directeurs de stations agronomiques, fonctionnaires subventionnés d'argent, deniers des contribuables et créés tout spécialement pour venir en aide aux cultivateurs français.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

(De nos correspondants particuliers et par F. L. SPÉC. AL)
Séance du samedi 13 décembre 1884.
Présidence de M. BRISSON.
La séance est ouverte à une heure.
Une cinquantaine de membres seulement sont présents. M. Canat en fait l'observation, on convient à l'unanimité que la Chambre n'est pas en